

*Attribution de temps*

**Des voix: Bravo!**

● (1600)

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine):** Monsieur l'Orateur, je tiens à répéter que nous n'appuyons d'aucune façon cette indexation automatique des taxes. L'indexation des taxes équivaut à un vol institutionnalisé. Ce n'est pas une simple question d'argent. Si l'on permet l'adoption de pareilles mesures, le système parlementaire sera détruit.

Je tiens à parler d'un certain article du bill. Je ne pense pas que la majorité des députés libéraux comprennent le bill, pas plus qu'ils ne comprennent les conséquences du Programme énergétique national. Je tiens à parler de l'article 4, qui traite de la taxe sur les revenus pétroliers et gaziers. Les libéraux ont berné très peu de gens, car la vérité commence à se répandre dans tout le pays. Je voudrais vous parler d'une page de publicité qui a paru dans le *Globe and Mail* de samedi. A propos du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), on peut lire en manchette: «Croyez-vous cet homme?» En voici un passage:

Marc Lalonde est très occupé ces jours-ci à essayer de convaincre les gens du bien-fondé du Programme énergétique national imposé au Canada. Sa tâche est peu enviable, car le PEN est l'un des pires scénarios de notre époque.

Nous ne pouvons entériner automatiquement le bill C-57 parce qu'il est lié à un Programme énergétique national désastreux. Les ministériels ne savent pas ce qu'ils font. Les libéraux de l'Ontario devraient entreprendre certaines recherches, parce que ce sont eux qui seront touchés le plus durement, beaucoup plus durement que les Albertains.

J'ai en main un autre article dont la manchette est: «Fed oil policy will cost us 60,000 jobs». A quoi peut bien penser le gouvernement en voulant mettre de l'avant des projets comme ceux qui figurent dans le bill C-57 et dans le Programme énergétique national, alors qu'ils occasionneront la perte de 60,000 emplois? Et pourtant, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources parcourt le pays en vantant aux Canadiens les mérites de ce bill. Soixante mille chômeurs de plus, cela n'a rien de drôle. L'article dit notamment ceci:

La Canadian Association of Oil Well Drilling Contractors a indiqué hier que la diminution du nombre des plates-formes de forage pétrolier et gazier du Canada risquait, d'ici le milieu de l'été, d'amener le licenciement de 60,000 personnes.

Stan Jones, directeur général de l'association a déclaré à ce propos que la réduction de moitié du nombre des plates-formes de pétrole et de gaz en activité au cours des douze derniers mois dépasse de beaucoup les pires hypothèses envisagées par son association.

Cela n'empêche pas le gouvernement de toujours vouloir aligner le prix du pétrole canadien sur les cours mondiaux. Pourquoi donc veut-il payer le prix mondial au Venezuela, au Mexique et à l'OPEP, alors qu'il pourrait acheter à moitié prix chez nous? En trois ans, le prix du pétrole au Canada doit atteindre environ 75 p. 100 du prix mondial. Il vaudrait mieux acheter du pétrole canadien. Ainsi, l'argent resterait chez nous. Pourquoi donc les députés libéraux se préoccupent-ils tant des pays de l'OPEP, du Mexique et du Venezuela? Pourquoi les libéraux en ont-ils à ce point contre notre pays?

**Des voix: Bravo!**

**M. McKenzie:** Vous rendez-vous compte qu'il nous en coûte toutes les heures \$500,000 pour payer nos importations de pétrole? Et pourtant, il y a du pétrole partout au Canada.

J'aimerais décrire aux députés les conséquences désastreuses que la politique prônée par le bill C-57 et le Programme

énergétique national ont sur ma province. Du fait de la création de la taxe de 8 p. 100 par le bill C-57, tous les travaux de prospection pétrolière ont été interrompus au Manitoba au moment même où nous allions connaître un formidable essor économique. Plusieurs découvertes avaient été faites dans notre province, notamment dans la région de Virden. Il est absolument impossible d'entreprendre des travaux d'exploration ou de faire venir des derricks quand le pétrole se vend à \$17 le baril. Il est impossible de faire des profits en vendant le pétrole à ce prix. Il faut que les entreprises disposent d'une marge d'autofinancement suffisante. Par contre, il n'y a aucune raison de ne pas payer \$40 ou \$50 le baril de pétrole importé de tel pays arabe, du Mexique ou du Venezuela. Au diable le Manitoba! Il n'est pas question que nous lui donnions quoi que ce soit.

Les Maritimes sont également touchées par le bill C-57 et par le ridicule Programme énergétique national. Voici la manchette du *Chronicle-Herald* du 29 mai 1981: «Les Européens annulent leur visite en Nouvelle-Écosse». Je vais lire le début de l'article:

Des industriels britanniques et européens ont annulé une mission pétrolière d'une semaine en Nouvelle-Écosse prévue pour le mois prochain, à cause de la politique énergétique nationale décrétée par Ottawa.

Les industriels disent que cette politique est injuste envers les sociétés étrangères et fait baisser artificiellement le prix du pétrole à des niveaux irréalistes et contraires aux lois de l'économie.

La même mission a également annulé un voyage prévu en Alberta.

Il y avait là une nouvelle occasion d'augmenter la production canadienne et de faire un pas vers l'autarcie. Mais le gouvernement actuel s'en tient à un programme qui, au cours des dix prochaines années, exigera des dépenses additionnelles de l'ordre de 182 milliards par année pour importer du pétrole et ne nous rendra autonomes que dans la proportion de 55 p. 100.

J'ai entre les mains un document provenant de la circonscription de Wetaskiwin, en Alberta. Il s'agit d'un rapport préparé pour l'Association des hommes d'affaires de Nisku. Ce rapport renferme des données statistiques et des noms de sociétés qui seront touchées par le bill C-57 et ce ridicule programme énergétique national. En Alberta, 77 entreprises ont réduit leur budget d'expansion et licencié une partie de leurs employés. Pour la gouverne des députés de l'Ontario, 55 entreprises de l'est du Canada figurent sur cette liste. Je conseille aux députés d'en face de se procurer un exemplaire de ce document et, s'ils n'y réussissent pas, ils n'ont qu'à communiquer avec moi et je veillerai à ce qu'ils en obtiennent un. En effet, des entreprises de l'Alberta et de l'est du Canada figurent sur cette liste. On y trouve probablement les noms d'entreprises établies dans les circonscriptions des députés d'en face. Ces derniers devraient jeter un coup d'œil sur cette liste pour voir si leur circonscription est touchée.

Dans ce document fort bien préparé, on peut lire à la page 20:

L'un des principes de l'économie veut que lorsqu'un secteur de l'économie du Canada est touché par un certain événement, d'autres secteurs en sont également directement touchés. Ces répercussions se traduisent par la diminution des commandes adressées aux fournisseurs par les sociétés pétrolières et connexes au pétrole de la zone industrielle Nisku. Le budget fédéral et le programme énergétique national sont à l'origine d'un ralentissement d'activités de ces sociétés et de pertes au titre de leurs ventes, ce qui incite ces mêmes sociétés à diminuer leurs achats de matériel et à réduire leurs stocks.

L'enquête nous a permis d'obtenir une liste de fournisseurs en Alberta et dans l'est du Canada, que la diminution de ces dépenses a touché.